

HISTORIQUE

La Ville de TOURS subit aux XVI et XVIIème siècles de terribles épidémies de peste.

A cette époque, encore remplie de superstitions, du mysticisme d'un moyen-âge finissant, des personnes fortunées, dans un but charitable et pour assurer le salut de leur âme, offrirent à l'Eglise des sommes d'argent destinées aux pauvres et aux malades. Elles servirent à la construction des oeuvres de piété primitivement groupées autour de sanctuaires vénérés qui prirent le nom d'"aumônes", successivement placées sous l'administration exclusive du Clergé.

François Ier, en raison de graves abus, décide en 1533 qu'elles seraient régies dorénavant par trois bons notables bourgeois commis et députés par l'Archevêque de TOURS.

L'une de ces aumônes -appelée SANITAS- fut destinée à recevoir les pestiférés. Etant trop petite, le maire et les Eschevins prirent alors à bail une maison placée sur les bords du Ruau Ste Anne et dont les jardins s'étendaient assez loin. Cette maison correspondait à l'emplacement des locaux de la Direction actuelle de l'Hôpital.

-C'était le premier noyau-

-La dernière épidémie de peste eut lieu en 1639-

Un autre danger social inquiétait alors les honnêtes gens : c'était le nombre grandissant des vagabonds et des mendiants qui ne se cantonnaient plus dans quelques Cours des miracles. La misère engendrée par une longue suite de la guerre les avait disséminés sur toutes les routes du Royaume. Ne se contentent pas d'aumônes insuffisantes, ils étaient sans cesse en quête de brigandages. Les importantes manufactures de soie installées à TOURS les attiraient dans l'espoir d'y trouver un emploi. Ils y arrivaient sans aucun bien et à la suite de chômage ou de maladie ils étaient réduits à la mendicité. Leur nombre devint si important qu'on décida alors de les enfermer. L'Hospice fut ainsi primitivement une prison.

- Si, à la veille de la Révolution, la situation paraissait s'améliorer, les événements allaient à nouveau profondément modifier le budget. La Révolution détruisit toute cette vie bien réglée. L'Hôpital eut à souffrir d'une misère effroyable et les registres des délibérations étaient remplis d'appels angoissés. Avec l'Empire, l'établissement prit un certain essor.

Sur l'ordre de Bonaparte d'abord, le Préfet du département, le Général de POMMEREUL, fait regrouper les malades, les vieillards, les infirmes des autres établissements, créant pour chaque catégorie un service particulier, construisant des bâtiments supplémentaires pour ne plus former qu'un seul établissement :

"L'HOSPICE DE LA CHARITE"

En 1809, la Commission administrative fut réorganisée sur des bases qui ne diffèrent pas tellement de la réglementation actuelle. Les Soeurs revinrent. L'organisation médicale fit l'objet d'arrêtés préfectoraux.

Le choix de TOURS comme dépôt général des blessés de la Grande Armée en 1814 marque une des heures les plus graves de notre histoire nationale.

Les bâtiments se révélèrent insuffisants. On eut recours à des expédients. La chapelle fut utilisée et divisée en trois étages superposés.

La situation fut encore aggravée par une épidémie de typhus.

L'importance considérable prise par l'Hôpital Général, devenu insuffisant pour loger une population sans cesse croissante, on vit s'élever sous la Restauration et la Monarchie de juillet de nouvelles constructions telles que les asiles dits alors de "fous". On assèche des marécages situés sur l'emplacement du Ruau Ste Anne, on établit des adductions d'eau et on perça un puits artésien.

Mais l'événement du siècle fut l'arrivée de Pierre-Fidèle BRETONNEAU et de ses disciples VELPEAU et TROUSSEAU suivie par la création de l'Ecole de Médecine en 1838.

En 1851, une nouvelle réglementation des Hôpitaux et Hospices permit de faire un nouveau pas en avant.

La moitié de XXème siècle vit l'Hôpital Général s'agrandir par des constructions nouvelles :

- 1900 - Crèche LEON BOYER
- 1900 - Services de Médecine et de Chirurgie
- 1910 - Cuisines et Magasins
- 1920 - Maison Maternelle
- 1928 - Phthisiologie et Maternité
- 1931 - Buanderie - Lingerie - Générateur à vapeur
- 1937 - Nouveaux services chirurgicaux
- 1939 - Nouvelle et troisième guerre au moment où une nouvelle réglementation remplaça celle de 1851.

C'est ainsi que progressivement, l'Hôpital Général de TOURS est devenu le Centre Hospitalier Régional, titre qui vient récemment de se modifier pour devenir désormais le

CENTRE HOSPITALIER ET UNIVERSITAIRE "BRETONNEAU".

Celui-ci constitue l'établissement sanitaire du Centre le plus important des six départements.

Six autres établissements annexes se sont adjoints :

- le Centre de Pédiatrie GATIEN de CLOCHEVILLE géré jusqu'à ces dix dernières années par la Ville de TOURS en tant qu'"asile" pour enfants malades.
- une annexe d'Hospice de vieillards femmes à BEAUMONT-la-RONCE.
- une pouponnière et un centre de l'enfance à SAINT-AVERTIN.
- une maison de convalescence à SAINT-CYR-SUR-LOIRE gérée encore ces dernières années par la Ville de TOURS.
- et une maison maternelle à SAINT-SYMPHORIEN.

l'ensemble totalisant environ 2600 lits.

LE CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TOURS ET SES
ORIGINES

Lorsque, en cette année 1982, sur le boulevard Tonnelé, en face du jardin Botanique Municipal, on franchit l'entrée de l'Hôpital BRETONNEAU, cellule mère de l'ensemble de huit établissements constituant le Centre Hospitalier Régional de Tours, on est bien loin de penser que ce vaste quadrilatère où se côtoient des bâtiments d'aspect et d'importance les plus divers, a pour ancêtre une propriété champêtre située sur les bords sans doute charmants d'un minuscule cours d'eau affluent de la Loire toute proche. Et l'on n'imagine certes pas non plus qu'il faille, pour en quelque sorte enregistrer sa date de naissance, remonter plus de quatre cents ans en arrière, sous le règne du roi Henri II, fils de François 1er, au temps de Catherine de Médicis et de sa belle rivale, Diane de Poitiers.

Cela, donc, se passait à cette époque déjà lointaine où la bonne ville de Tours, entre l'éclat de la Renaissance française à son apogée et les sombres années, proches, des guerres de religion, devait déjà faire face à bien des difficultés dans la vie de tous les jours. Sur le plan sanitaire, en particulier, alors que la médecine n'avait encore guère évolué depuis l'Antiquité, et que les établissements hospitaliers trop peu nombreux ne pouvaient offrir aux patients que des soins rudimentaires, de graves maladies sévissaient, là comme un peu partout, d'ailleurs. La peste, surtout, ce fléau aujourd'hui disparu de l'Occident, exerçait ses ravages. En 1556, les pestiférés de la ville devinrent si nombreux qu'il fallut songer à ouvrir pour eux un nouveau lieu d'hébergement. Ces malheureux, éminemment contagieux, étaient alors groupés dans des bâtiments spécifiques que l'on nommait "sanitas", et les autorités municipales durent donc prendre les mesures nécessaires pour créer un "sanitas" supplémentaire. On fit pour cela, l'acquisition d'un petit domaine à l'ouest de la ville, la Maison Brédif, en bordure du "ruau Sainte Anne", affluent de la Loire sur sa rive gauche, et à peu près en face de la maison dite "La Rabaterie". De grands baraquements furent édifiés dans les jardins de cette Maison Brédif, assez importants pour que l'on puisse y recevoir cent cinquante hommes et femmes atteints de la maladie.

Ce très. modeste établissement sanitaire se trouve donc bien être à l'origine de l'Hôpital Bretonneau, puisque celui-ci se trouve situé sensiblement sur le même emplacement, le "ruau Ste Anne" ayant été comblé au XIXème siècle pour faire place au Jardin Botanique de la Ville de Tours, et la maison de "La Rabaterie" existant toujours, avec son grand toit pentu et sa jolie tourelle d'escalier, rue Saint-François, à la limite de la commune de La Riche.

En cet endroit, des milliers de malheureux se succédèrent pendant près de cent ans, car Tours eut à subir, en dehors des cas isolés, de nombreuses et terribles épidémies de peste (on n'en compte pas moins de neuf entre 1563 et 1639). Après cette dernière grande alerte de 1639, heureusement, les malades se firent de plus en plus rares.

Mais les préoccupations ne manquant jamais dans la vie des cités comme dans celle des hommes, c'est alors à un péril d'ordre social qu'il devint urgent de remédier, à Tours. En effet, par suite des désordres de la vie économique, le nombre des vagabonds et des mendiants grandissait constamment dans la ville et ses alentours. Beaucoup de pauvres gens, venant parfois de fort loin étaient attirés par l'espoir de trouver du travail dans l'industrie de la soie, mais, celle-ci, après avoir été florissante à Tours au XVIème siècle, connaissait à présent des difficultés, et dans ces conditions ne recrutait guère. Aussi, bon nombre d'individus parmi cette population migrante, en étaient réduits à la mendicité, voire même, pour certains, au brigandage. Cette situation ne pouvait s'éterniser et le principe de la création d'un établissement qui recevrait ces malheureux, fut décidé par les notables de la ville. Sur leur requête, Louis XIV, par arrêté pris en Conseil le 23 juin 1655, puis complété par un second, le 27 avril 1656, ordonna qu'un "Hôpital Général de la Charité" serait construit, afin "que les pauvres mendiants de la ville de Tours et faux-bourgs y compris Marmoutier, Beaumont, Le Plessis et La Riche qui y sont habitué avant six ans en ça" y soient abrités. Il enjoignait également "à ceux qui y sont habitués depuis ledit temps sans autre emploi que de mendier leur vie, et autres mendiants qui ne voudraient demeurer audit hôpital, de vider et déloger dans trois jours après la publication, de ladite ville et faux-bourgs pour se retirer au lieu de leur naissance".

Cet "Hôpital Général" (en fait, ce qu'on a nommé plus tard "dépôt de mendicité"), devait prendre la place du sanitas des bords du ruau Sainte-Anne, tandis que celui-ci serait transféré au sud de la ville, en bordure du Cher. Dès après 1656, des terrains avoisinant l'ancien sanitas furent achetés, et de grands travaux entrepris, en particulier la construction de trois bâtiments parallèles de 80 mètres de long, séparés par de vastes cours, et respectivement destinés aux femmes, aux hommes, et à l'administration et au personnel de l'Hôpital : en 1661, fut posée la première pierre de la chapelle, laquelle fut dédiée à Saint-Roch, invoqué traditionnellement contre la peste et les maladies

contagieuses. Quarante jours d'indulgence, à perpétuité furent accordés à qui visiterait cet édifice religieux. Et l'on mit le point final à son édification, en 1671, par l'achat et la mise en place d'une grosse cloche de 338 livres.

Dès lors, on trouvait là une préfiguration exacte du Centre Hospitalier Bretonneau actuel ; quoique bien modifiés, transformés, plusieurs vestiges importants de cette époque demeurent. La chapelle, en particulier, si elle a été privée de ses deux petites dépendances latérales, a gardé les grandes lignes de son aspect originel.

L'Hôpital Général de la Charité, à compter de 1656, fut administré par un Conseil élu, composé de seize membres, et présidé de droit par l'Archevêque de Tours. Ecclésiastiques, fonctionnaires royaux et municipaux, bourgeois et maîtres-artisans, figuraient en nombre à peu près égal dans ce Conseil d'Administration. Sous sa haute direction, l'hôpital était géré par un économe, qui en fait, jusqu'à la fin du XVIIème siècle, se trouva être la Supérieure des religieuses, dites "soeurs bleues", qui occupèrent les principaux offices de l'établissement. A partir de 1700, l'économat fut confié à une demoiselle de la bourgeoisie ayant renoncé au monde et consacrant sa vie et ses biens aux pauvres. En 1789, les "soeurs bleues", elles, furent remplacées par les Soeurs de la Charité de Saint-Vincent de Paul.

Quant aux pensionnaires, dont le nombre moyen s'élevait à 600 mais qui atteignit parfois 1200, mis à part les infirmes, ils étaient tenus de travailler pour combattre l'oisiveté et contribuer au coût de leur subsistance, le tiers du produit de leur travail leur revenant. Ils étaient placés sous la direction d'artisans et leurs tâches consistaient, le plus souvent, à dévider et mouliner de la soie et participer à la confection d'étoffes. Malgré cet apport d'ailleurs intermittent car les périodes de chômage étaient fréquentes), l'Hôpital Général de la Charité eut une vie financière difficile, car ses ressources étaient dans l'ensemble insuffisantes. Certains de ses revenus étaient fixes, comme la dotation royale annuelle qui lui était allouée et comme la rente en blé payée par l'abbaye voisine de Marmoutier ; d'autres variables, tel le droit d'octroi sur certaines denrées entrant en ville ; les premières années après sa fondation, l'équilibre financier fut réalisé grâce à de nombreux dons, mais, le temps passant, ils se firent de plus en plus rares. Par ailleurs, de nombreuses guerres des règnes de Louis XIV et de Louis XV ruinaient l'Etat, qui, pour tenter d'y faire face, levait taxes et impôts en perpétuelle croissance ; les revenus de l'Hôpital se ressentaient du marasme économique et cette situation se trouva encore aggravée par la faillite de Law, car, possédant de nombreuses actions de la Compagnie des Indes et de la Banque Royale, l'Hôpital ne sut pas s'en défaire en temps opportun. A plusieurs reprises, caisse et greniers se trouvant vides, on envisagea l'expulsion des pauvres, mais, finalement, grâce à des expédients ou des rentrées imprévues, on réussit toujours à se borner à réduire le nombre des entrants ;

dans le courant du XVIIIème siècle, on augmenta même la population de l'Hôpital en admettant régulièrement les vieillards infirmes, les aliénés, les épileptiques et les orphelins, ce qui tendait à lui faire prendre un caractère qui le rapprochait de celui de nos établissements hospitaliers actuels.

Telle était donc, à la fin de l'Ancien Régime, la situation de l'Hôpital Général de la Charité de Tours. La Révolution de 1789 et le Premier Empire allaient, par la suite, apporter de profondes modifications à sa structure et à sa destination.

--0000000--

Le 2 février 1814, le Ministre de la Guerre ordonna d'évacuer sur Tours les militaires blessés ou malades des armées Impériales. Ceux-ci furent transportés d'Orléans à Tours par voie fluviale sur des bateaux garnis de paille et recouverts de toile navigants à une vitesse moyenne de trois kilomètres à l'heure. L'Hospice Général de Tours fut ainsi transformé en Hôpital Militaire.

Auparavant, il avait fallu évacuer une grande partie de sa population : les incurables furent renvoyés dans la commune de leur ancien domicile ou dans celle de leur naissance, les enfants trouvés et les orphelins pauvres furent placés chez des habitants des environs de Tours. Quant aux malades civils, on les transféra dans un ancien hospice réouvert pour la circonstance. Le personnel médical de l'Hôpital fut renforcé par sept chirurgiens aide-majors et douze chirurgiens sous aide-majors. Les habitants de Tours, eux, furent invités à apporter leur contribution en argent et en nature sous forme de couvertures, draps, chemises, linges à pansements et charpie. La situation fut aggravée par l'apparition d'une épidémie de typhus : les rigoureuses mesures d'hygiène entreprises furent en partie inopérantes, car on ignorait à l'époque le rôle des poux dans la transmission de la maladie. Aussi, la mortalité fut-elle très importante et on dut organiser un convoi bi-quotidien de tombereaux pour conduire les morts au cimetière : huit cent soixante sur les sept mille soldats évacués périrent et le personnel médical et infirmier fut également lourdement touché. L'épidémie prenant des proportions de plus en plus considérables finit par gagner la population civile et causa parmi elle, huit cent douze décès.

Heureusement, ce fut là le dernier grand épisode tragique dans la vie de l'Hospice Général de Tours. Après, sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, la paix revenue le permettant, de grands travaux furent entrepris et menés à bien.

Construction de nouveaux bâtiments, travaux d'hygiène comportant l'assèchement des marécages situés sur l'emplacement du ruau Sainte-Anne (avantageusement remplacé ensuite par le Jardin Botanique), adduction d'eau, percement d'un puits artésien, organisation d'une buanderie (auparavant, il fallait transporter le linge jusqu'au Cher, pour le laver).

La fin du XIX^{ème} siècle, le début du XX^{ème}, virent se poursuivre le développement de l'Hôpital, mais c'est surtout depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale que sa transformation prit les plus amples proportions. L'évolution des moeurs et la prise en charge de plus en plus complète des malades sur le plan financier par les organismes sociaux, les immenses progrès réalisés par les techniques mises au service de la médecine et de la chirurgie, font que d'impératives nécessités d'agrandissement s'imposèrent durant toute cette dernière période. Aussi, une expansion et une modernisation continues se sont poursuivies jusqu'à ce jour, faisant du primitif "sanitas" de 1556, devenu par la volonté de Louis XIV l'Hôpital Général de la Charité de Tours, un Centre Hospitalier Régional, vaste ensemble de trois mille six cents lits, occupant près de cinq mille agents, et comprenant, autour de la cellule mère qu'est l'Hôpital Bretonneau, sept autres établissements situés à Tours ou dans ses environs, Centre de Pédiatrie, Centre de convalescence pour enfants, Centre psychothérapique, maisons de retraite, et, surtout, dernier venu, l'Hôpital Trousseau, construit durant ces toutes dernières années, et qui bénéficie des plus récents perfectionnements techniques.

Ainsi, plus de quatre siècles se sont écoulés depuis l'entreprise initiale, une longue histoire jalonnée de bien des souffrances et des détresses humaines. Mais aussi, histoire tissée de dévouements innombrables au long des temps. Dévouements de tous ceux qui se sont dépensés sans compter pour soulager et pour guérir, qu'ils soient demeurés obscurs, ou devenus célèbres tels Bretonneau, fondateur de l'École de Médecine de Tours et ses élèves Trousseau et Velpeau, qu'ils aient oeuvré dans un passé lointain ou aujourd'hui, sous nos yeux, et pour nous.

--0000000--

Ainsi que nous l'avons vu dans la première partie de cette petite étude (cf. "Oxygène" n°), l'Hôpital Général de la Charité de Tours, ancêtre direct du Centre Hospitalier Régional Bretonneau, avait été créé sur l'ordre de Louis XIV et s'était peu à peu organisé au cours des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles. Dans l'ensemble, à la veille de la Révolution de 1789, sa situation se trouvait assez satisfaisants. Mais, bien entendu, le bouleversement total dans la vie de la nation qu'apportait le nouveau régime, tant sur

les plans politiques qu'économique, les guerres incessantes auxquelles la France dut faire face, ne pouvaient qu'avoir de profondes répercussions sur l'existence de l'Hôpital.

C'est tout d'abord sur le plan administratif que les grands changements eurent lieu. Le Conseil d'Administration de l'Hôpital tel que nous l'avons décrit précédemment -assemblée de religieux et de notables présidée par l'Archevêque- ne pouvait longtemps subsister tel quel. Des incidents, plus ou moins suscités, se multiplièrent (destitution de l'abbé Simon, administrateur, sur pétition des pauvres hospitalisés ; plaintes contre les administrateurs parce qu'ils n'avaient pas fait fermer les portes de la chapelle ; parce qu'ils avaient interdit aux pensionnaires de participer, en 1790, aux fêtes commémoratives du 14 juillet, etc...). Finalement, la municipalité, s'appuyant sur un décret de l'Assemblée Nationale du 23 novembre 1790, décida de procéder elle-même à la désignation des membres du Conseil d'Administration.

Et la vie de l'hôpital continua, arquée dans la composition de sa population par l'incidence des événements de l'époque, et surtout, dans son économie par ses incessantes difficultés financières. C'est ainsi qu'à côté de nombreux blessés ou malades hébergés en raison des guerres, furent détenus les prêtres septuagenaires qui avaient refusé de prêter serment à la Constitution Civile du Clergé et qui en raison de leur âge avaient échappé à la déportation, puis également, des femmes vendéennes prisonnières. Quant aux difficultés financières, si elles n'avaient pas manqué sous l'Ancien Régime, elles dominèrent vraiment, pendant la Révolution, toute l'histoire de l'Hôpital Général.

Il dut ainsi souffrir une misère effroyable et se vit menacé en maintes circonstances d'évacuer ses pauvres. Les biens immeubles des hôpitaux ayant été déclarés biens nationaux, l'Hôpital Général de Tours perdit ainsi une bonne part de ses revenus. L'Etat devait bien, il est vrai, en contrepartie, se charger de l'entretien des hôpitaux, mais il était en réalité incapable de remplir régulièrement ses engagements. Aussi, l'administration de l'Hôpital fut-elle sans cesse obligée de demander des secours au département et à l'Etat. On peut lire encore dans le registre des délibérations du Conseil d'Administration, durant toute cette période, nombre d'appels remplis d'angoisse. Ainsi : "L'Administration considère que l'Hospice n'a plus que pour trois jours d'approvisionnement en grains, que le boucher a signifié qu'il était dans l'intention de cesser la fourniture de la viande, enfin que cet établissement manque en ce moment des objets les plus indispensables et qu'il devient impossible aux administrateurs de continuer leurs fonctions si on ne s'empresse de procurer aux malades et les subsistances et les autres secours que leur situation exige impérieusement." Et encore : "Citoyens, nous n'avons plus que pour quatre jours de subsistance et pas un sol chez le Receveur...".

Mais, mois après mois, année après année, ces temps difficiles s'écoulèrent pourtant, et, après le Directoire, le Consulat et l'Empire ouvrirent une ère nouvelle pour notre Hôpital. En 1802, les Consuls de la République, sous l'inspiration du général de Pommereul, préfet d'Indre-et-Loire, prirent en effet une importante mesure, celle de centraliser l'ensemble des hôpitaux de Tours. Divers hospices ou orphelinats furent donc réunis à l'Hôpital Général de la Charité, le tout prenant le nom d'"Hospice Général de Tours". L'ancien Hôpital était ainsi transformé en un vaste établissement et sa population allait sans cesse augmenter, accrue encore par l'arrivée des blessés des guerres napoléoniennes. Les bâtiments existants furent donc vite surpeuplés et l'on dut en venir à toutes sortes d'expédients, dont, en particulier, celui de l'installation dans la chapelle de certains services, ce qui nous a valu cette page émouvante de la Soeur Marie-Chantal, Supérieure de la Communauté religieuse de l'Hôpital, dans la seconde moitié du XIXème siècle.

"Un peu avant 1810, le manque de place pour les malades fit demander à l'autorité épiscopale la permission d'établir des salles dans la chapelle même. Monseigneur de Boisgelin, évêque de Tours, l'autorise provisoirement : l'édifice fut partagé en deux, verticalement, d'un côté on installa les femmes blessées, l'autre fut conservé pour le Culte. Mais cet état de chose ne subsista pas longtemps. Ce fut alors que la pauvre église fut divisée en trois étages superposés : le rez-de-chaussée fut réservé aux offices divins et les deux autres aux malades. On installa d'abord les fiévreux civils et d'autres services, et quant les salles 10 et 12 furent disponibles, les vieillards prirent la place des malades. Les plus infirmes furent installés au deuxième étage : il fallait gravir 79 marches d'un escalier en bois pratiqué au chevet pour y arriver. Les plus valides prirent possession du premier étage, immédiatement au-dessus de la chapelle proprement dite... Hélas ! si l'âme chrétienne s'affligeait de voir le Bon Dieu si indignement logé, le coeur ne souffrait pas moins de voir les pauvres vieillards si tristement relégués dans leur mansarde, gelés en hiver, brûlés en été sous un toit d'ardoise, exposés au danger d'un incendie qu'il eut été impossible de conjurer et ne pouvant pour la plupart descendre le rapide escalier pour aller respirer dans les cours un air plus pur... deux se tuèrent en tombant..." A de nombreuses reprises les âmes pieuses s'émurent de cet état de choses, il fut malheureusement obligé de subsister jusqu'au moment où l'Administration eut la possibilité d'entreprendre de grands travaux de construction.

1809 vit la réorganisation du Conseil d'Administration ou Commission Administrative. Neuf membres, présidés par le Maire, devaient le composer. Ces neuf membres étaient nommés par le Ministre de l'Intérieur d'après une liste de noms soumise par le Préfet. Comme auparavant, un directeur général était chargé de l'exécution des décisions de la Commission et plus généralement de la gestion de l'Hôpital.

Dès 1802, le culte catholique avait été rétabli à l'Hôpital, une messe étant célébrée chaque jour dans la chapelle. En 1809, le personnel devenu entièrement laïc à la Révolution, se vit adjoindre à nouveau des religieuses. Sept Soeurs de la Charité furent installées et chargées de la direction des différents offices. Le retour des soeurs, après une si longue absence, ne fut pas, parfois, sans poser quelques problèmes. Les temps avaient changé ! Sans entrer dans les détails, nous nous bornerons à citer (d'après le *Registre des Délibérations de la Commission Administrative* - source précieuse d'information) un incident amusant illustrant les situations embarrassantes dans lesquelles pouvaient se trouver les religieuses, du fait de leur état : "...Il est dangereux (dit le *Registre des Délibérations*), il est dangereux que le service de la salle des militaires atteints de maladies vénériennes fût confié à la soeur hospitalière qui y était, en raison de son jeune âge et de son extérieur agréable ; la vertu et la conduite exemplaire de cette pieuse fille pourraient ne pas être un frein suffisant contre les entreprises de gens dont un grand nombre ne sont guidés que par une passion brutale..." (les autres religieuses étant en trop petit nombre et toutes jeunes, on fut obligé de remplacer la petite soeur par une infirmière, femme avancée en âge).

Ainsi, l'Hôpital de Tours s'était peu à peu réorganisé, et, dans les dernières années de l'Empire, vivait une existence assez calme. On pouvait voir, à cette époque, la porte d'entrée surveillée par un imposant gardien en habit de drap gris, coiffé d'un chapeau à la française, et qui, sabre au côté, accueillait les visiteurs. Un petit âne conduisait une charrette pour transporter les malades. De temps en temps, une grande solennité, comme la naissance du fils de Napoléon, le Roi de Rome, apportait une atmosphère de fête. On voyait aussi les pauvres se rassembler en processions pour accompagner le convoi funèbre des bienfaiteurs de l'Hôpital.

Malheureusement, cette vie bien ordonnée allait prendre fin en 1814 avec les graves revers militaires de la Campagne de France.

--0000000--

Le 2 février 1814, le Ministre de la Guerre ordonna d'évacuer sur Tours les militaires blessés ou malades des armées Impériales. Ceux-ci furent transportés d'Orléans à Tours par voie fluviale sur des bateaux garnis de paille et recouverts de toile navigants à une vitesse moyenne de trois kilomètres à l'heure. L'Hospice Général de Tours fut ainsi transformé en Hôpital Militaire.

Auparavant, il avait fallu évacuer une grande partie de sa population : les incurables furent renvoyés dans la commune de leur ancien domicile ou dans celle de leur naissance, les enfants trouvés et les orphelins pauvres furent placés chez des habitants des environs de Tours. Quant aux malades civils, on les transféra dans un ancien hospice réouvert pour la circonstance. Le personnel médical de l'Hôpital fut renforcé par sept chirurgiens aide-majors et douze chirurgiens sous aide-majors. Les habitants de Tours, eux, furent invités à apporter leur contribution en argent et en nature sous forme de couvertures, draps, chemises, linges à pansements et charpie. La situation fut aggravée par l'apparition d'une épidémie de typhus : les rigoureuses mesures d'hygiène entreprises furent en partie inopérantes, car on ignorait à l'époque le rôle des poux dans la transmission de la maladie. Aussi, la mortalité fut-elle très importante et on dut organiser un convoi bi-quodidien de tombereaux pour conduire les morts au cimetière : huit cent soixante sur les sept mille soldats évacués périrent et le personnel médical et infirmier fut également lourdement touché. L'épidémie prenant des proportions de plus en plus considérables finit par gagner la population civile et causa parmi elle huit cent douze décès.

Heureusement, ce fut là le dernier grand épisode tragique dans la vie de l'Hospice Général de Tours. Après, sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, la paix revenue le permettant, de grands travaux furent entrepris et menés à bien. Construction de nouveaux bâtiments, travaux d'hygiène comportant l'assèchement des marécages situés sur l'emplacement du ruau Sainte Anne (avantageusement remplacé ensuite par le Jardin Botanique), adduction d'eau, percement d'un puits artésien, organisation d'une buanderie (auparavant, il fallait transporter le linge jusqu'au Cher, pour le laver).

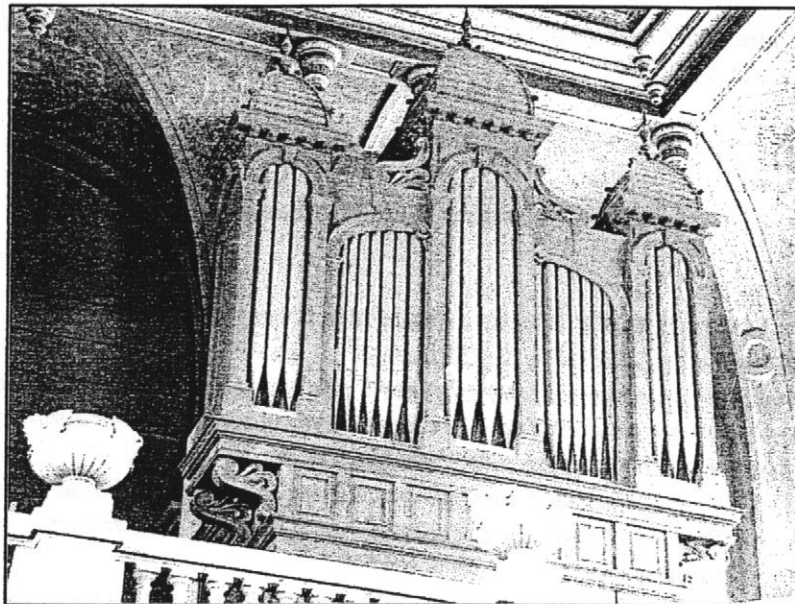
La fin du XIX^{ème} siècle, le début du XX^{ème}, virent se poursuivre le développement de l'Hôpital, mais c'est surtout depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale que sa transformation prit les plus amples proportions. L'évolution des moeurs et la prise en charge de plus en plus complète des malades sur le plan financier par les organismes sociaux, les immenses progrès réalisés par les techniques mises au service de la médecine et de la chirurgie, font que d'impératives nécessités d'agrandissement s'imposèrent durant toute cette dernière période. Aussi, une expansion et une modernisation continues se sont poursuivies jusqu'à ce jour, faisant du primitif "sanitas" de 1556, devenu par la volonté de Louis XIV l'Hôpital Général de la Charité de Tours, un Centre Hospitalier Régional, vaste ensemble de trois mille six cents lits, occupant près de cinq mille agents, et comprenant, autour de la cellule mère qu'est l'Hôpital Bretonneau, sept autres établissements situés à Tours ou dans ses environs, Centre de Pédiatrie, Centre de convalescence pour enfants, Centre psychothérapique, maisons de

retraite, et, surtout, dernier venu, l'Hôpital Trousseau, construit durant ces toutes dernières années, et qui bénéficie des plus récents perfectionnements techniques.

Ainsi, plus de quatre siècles se sont écoulés depuis l'entreprise initiale, une longue histoire jalonnée de bien des souffrances et des détresses humaines. Mais aussi, histoire tissée de dévouements innombrables au long des temps. Dévouements de tous ceux qui se sont dépensés sans compter pour soulager et pour guérir, qu'ils soient demeurés obscurs, ou devenus célèbres tels Bretonneau, fondateur de l'École de Médecine de Tours et ses élèves Trousseau et Velpeau, qu'ils aient oeuvré dans un passé lointain ou aujourd'hui, sous nos yeux, et pour nous.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION
RÉGION CENTRE
CONSERVATION REGIONALE DES MONUMENTS HISTORIQUES
TOURS
(37)

**CHAPELLE de l'Hôpital BRETONNEAU
CHRU de TOURS**
Demande de protection au titre des Monuments Historiques
De l'orgue de tribune attribué à Louis BONN



Thierry SEMENOUX
Technicien-Conseil agréé pour les orgues historiques
Expert-Organier pour la DMDTS
Ministère de la Culture et de la Communication
95 rue Solle – 33200 BORDEAUX
Tel : 05-56-24-52-35

(1)

L'ÉDIFICE

La chapelle de l'Hôpital BRETONNEAU de Tours est placée sous le vocable de Saint-Roch. La première pierre de la Chapelle est posée en 1661 par Monseigneur Le Bouthillier, Archevêque de Tours de 1641 à 1670. Le décor intérieur que l'on connaît aujourd'hui ne sera réalisé que beaucoup plus tard entre 1879 et 1882 par l'architecte tourangeau Léon Rohard. Il s'agissait alors de supprimer des galeries présentes sur deux niveaux, galeries aménagées pour éviter une trop grande promiscuité des malades durant les offices religieux. Le style retenu lors de cette reconstruction est un curieux mélange de style « jésuite » et IIIème république assez pompeux, l'ensemble n'étant pas dénué d'un réel intérêt. On peut éventuellement supposer que cette chapelle a connu une réorientation totale lors de cette reconstruction intérieure puisque le chœur est aujourd'hui orienté à l'Ouest et donc la nef et le portail à l'est.

La tribune repose sur un arc surbaissé aux écoinçons élégamment rehaussés de reliefs en stuc. Une balustrade à balustres ronds règne en quatre sections, séparées par de petits massifs cubiques amortis de vases-cratères aux dimensions importantes.

Cette tribune est vaste : sa largeur, égale à celle de la nef unique est de 9 m 76 et sa profondeur de 5 m 50.

L'ORGUE

La lecture des archives de l'hôpital donne les faits suivants :

31 Juillet 1867 :

Achat d'un orgue pour l'instruction des Jeunes Aveugles.

La commission administrative de l'Hospice,

Vu la demande qui lui est adressées par M Massé, chargé de l'instruction des Jeunes Aveugles de l'hospice de vouloir bien faire achat moyennant une somme de Cinq cent Francs, d'un orgue pour la Chapelle de l'hospice, à défaut duquel, il ne peut donner aux jeunes aveugles confiés à ses soins, l'instruction musicale qu'il ambitionne de leur procurer ;

Vu l'offre fait par M Massé, de prendre au prix de deux cent francs l'harmonium récemment acquis par l'établissement ;

Considérant que l'orgue dont il est ci-dessus question est vendu en dessous de sa valeur réelle et qu'en conséquence, dans le cas où l'hospice voudrait un jour en effectuer la vente, il ne pourrait qu'y trouver un certain bénéfice ;

Décide qu'il sera fait un achat de l'orgue proposé par M Massé, moyennant la somme de Cinq cent Francs et qu'il prendra en échange au prix de deux cent francs, l'harmonium qui est en ce moment à la chapelle.

7 Août 1867 :

La commission autorise la dépense d'une somme de 100 f reconnue nécessaire pour mettre en bon état l'orgue dont l'acquisition a été décidée à la séance du 31 juillet dernier.

¹ Sources :

- Inventaire National des Orgues / Région Centre/ Indre et Loire. Pages 290-292
- CAO A d'Indre et Loire : Juin 1994 (rapport photographique de Mr Guy du CHAZAUD, CAO A)
- Relevés sur place. .

Il est probable que ce supplément concerne en fait les travaux de remontage de l'instrument dans la chapelle. Ces documents sont muets sur la provenance de l'orgue. L'examen des parties internes montre une facture évoquant en tout point celle du facteur tourangeau Louis Bonn. (cf ci-après).

On sait par déduction qu'à cette époque, l'orgue est installé à même le sol de la nef, probablement dans le chœur, du moins dans sa disposition précédent celle des grands travaux de 1879. En effet après cette campagne de complète restructuration de l'intérieur de l'édifice, Madame la Supérieure de la communauté religieuse est autorisée, le 17 Avril 1882 à terminer les travaux de la chapelle *à ses frais*. Elle demande donc à un menuisier-ébéniste de Tours, Mr Chevreau de construire un buffet d'orgue et les sculptures allant avec. Le tout sera réalisé pour la somme de 1620 Francs, somme comprenant également la remise en peinture du fond du chœur (sic) où était situé l'orgue.

Le 15 Avril 1884 la commission décide que les frais d'accordage de l'orgue de la chapelle qui jusqu'à présent étaient payés par les soins de Madame le Supérieure, seront dorénavant supportés par l'établissement.

L'orgue est entretenu par Louis Bonn puis par son fils Frédéric qui entre 1880 et 1883 reçoit 15 francs par trimestre pour ce travail.

L'instrument est laissé à l'abandon depuis de nombreuses décennies. Il n'a jamais reçu de moteur électrique pour l'alimentation en vent. Ce désintérêt a peut-être permis qu'il nous parvienne, certes en mauvais état, mais avec la très grande majorité de ses éléments d'origine, du moins de l'état de la reconstruction de la chapelle autour des années 1872. Afin de le protéger plus efficacement de toujours possibles pillages, et à la demande du CAO, Monsieur du Chazaud, un coffrage de la partie arrière de l'instrument a été réalisé par les services techniques de l'hôpital il y a trois ans.

LE FACTEUR D'ORGUE

Louis BONN

Ce tourangeau d'adoption est né le 7 Juin 1818 à Edenkoben en Allemagne. Sa mère est issue de la dynastie des Seuffert, facteurs d'orgues ayant exercés dans le Palatinat. Arrivé en France, probablement déjà facteur d'orgues, il a peut-être travaillé dans l'environnement de Louis Callinet et de l'Abbé Laroque ; à ses débuts à Tours entre 1842 et 1844 il sert de contremaître à l'abbé Joseph Lapeyrère, représentant de l'abbé Larroque. En 1847 le facteur Charles Gadault lui fourn -- .

Il s'installe à son compte en 1844 dans les ateliers de l'abbé Lapeyrère. Apparemment il commence à construire ses propres instruments avec ce qui reste des éléments d'orgues de l'abbé Laroque. La même année, il se marie avec Adrienne Zanger qui est la fille d'un ébéniste tourangeau. Ils auront un fils unique, Louis-Frédéric. L'atelier de Tours va travailler pour tout le diocèse est au-delà, sans encombre jusqu'en 1870. Le 21 Octobre de cette année, Louis Bonn, qui est toujours considéré comme étranger doit s'exiler. En fait diverses protections feront qu'il n'aura pas à aller loin ; il part à Angers, où il peut continuer à travailler. En 1871 il revient en Indre et Loire et s'installe à Fondettes. Il y meurt le 20 Juillet 1881.

Liste (non exhaustive) des travaux de Louis Bonn en Indre et Loire :

